
SEINE NORD INFOS

La lettre de liaison de l'Association Seine-Nord Europe

- Numéro 8 – Décembre 2012 -

Editorial des membres du Bureau de l'association

La priorité : sécuriser le financement du projet Seine-Nord Europe avec l'aide de l'Europe

Le 29 août 2012, le PDG de Bouygues construction, l'un des deux candidats à la réalisation de Seine-Nord Europe via un PPP, jetait le trouble en affirmant que l'opération était suspendue. Cette déclaration, très rapidement qualifiée d'inopportune et de maladroite par Frédéric Cuvillier, ministre chargé des Transports, a toutefois eu un effet positif : elle a provoqué une **forte mobilisation de l'ensemble des soutiens au projet**. Nous en voulons pour preuve les nombreuses initiatives lancées par les acteurs concernés et le succès rencontré par la réunion organisée en lien avec notre association, le 13 septembre dernier à Cambrai (*voir pages 2 et 3*).

Dans ce contexte, le nouveau ministre a confié à l'IGF et au CGEDD une mission d'analyse et de proposition portant sur la faisabilité financière du projet dans le cadre de la procédure en cours d'attribution d'un contrat de partenariat. **Les regards sont désormais tournés vers l'Europe** qui pourrait augmenter sa part de financement avec de nouvelles subventions et le recours aux « project bonds », émissions obligataires destinées à financer les projets d'infrastructures. Rappelons que Seine-Nord Europe, maillon français de la liaison Seine-Escaut, est une **composante majeure du réseau trans-européen de transport**. Lors d'un colloque sur la compétitivité de la filière fluviale organisé à Paris le 13 novembre dernier, Jean-Eric Paquet, Directeur à la DG MOVE de la Commission européenne, a évoqué la possibilité de **voir la subvention de l'Europe passer de 7 % du budget total du projet actuellement à 20 % voire 30 %**, si les Etats membres valident la proposition de budget présentée par la Commission européenne. Il s'en explique et précise les dispositifs en jeu dans cette lettre (*voir page 4*).

La France et l'Europe ont besoin de grands projets comme Seine-Nord Europe pour **nourrir une croissance durable, créer des milliers d'emplois et assurer l'avenir des territoires**. Ce projet confère une nouvelle compétitivité aux territoires desservis déjà durement touchés par différentes restructurations industrielles, militaires et administratives. Plus de 10 000 emplois directs et indirects seront créés par la seule phase de chantier. Puis, des milliers d'autres emplois, non délocalisables, seront créés dans les filières logistiques, industrielles, agricoles, touristiques...

Pour surmonter cette crise économique globale, notre économie a plus que jamais besoin de Seine-Nord Europe. Nous devons continuer à nous mobiliser pour que Seine-Nord Europe, dont le processus est engagé depuis des années avec le soutien financier de multiples acteurs, soit bientôt une réalité pour nos territoires. Pour cela, nous comptons sur vous et vous donnons **rendez-vous à Lille début 2013**.

Philippe Marini, Président de l'association, Sénateur-Maire de Compiègne
Daniel Percheron, Premier Vice-Président de l'association, Sénateur, Président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais
Michel Delebarre, ancien Ministre d'Etat, Vice-Président de l'association, Sénateur-Maire de Dunkerque
Philippe Bonnevie, Vice-Président de l'association, Délégué général de l'AUTF
Serge Camine, Vice-Président de l'association, Président du CESER de Picardie
Jean-François Dalaise, Vice-Président - Secrétaire général de l'association, Président de Ports de Paris
Philippe Vasseur, Trésorier de l'association, Président de la CRCI Nord-Pas-de-Calais

Des élus en première ligne pour soutenir Seine-Nord Europe

Une grande réunion d'information et d'échange sur le projet Seine-Nord Europe a été organisée le 13 septembre 2012 à l'Hôtel de ville de Cambrai, à l'initiative de François-Xavier Villain, Député-Maire de Cambrai, et de Jacques Legendre, Sénateur du Nord, en lien avec l'association Seine-Nord Europe. De nombreux élus et acteurs économiques de tous les horizons ont pris la parole en faveur du projet.



François-Xavier Villain, Député-Maire de Cambrai, Jacques Legendre, Sénateur du Nord, Philippe Marini, Président de l'association SNE (de gauche à droite) © Mairie de Cambrai

« Un projet d'intérêt général prêt et mûr »

Sujet de consensus, ce projet constitue une chance unique pour les territoires et une perspective de croissance économique tangible, dans un contexte économique complexe. Pour François-Xavier Villain, Député-Maire de Cambrai, « Ce canal est devenu celui des habitants. Il faut désormais assumer cette responsabilité. »

Pour le Sénateur Jacques Legendre, « Seine-Nord Europe n'est pas seulement un projet d'intérêt régional, c'est un projet d'intérêt national et européen. (...) Ce projet est prêt et mûr. Il constitue un élément de notre avenir et doit devenir une réalité. »

« Une union sacrée autour du projet Seine-Nord Europe »

Pour Philippe Marini, cette réunion est à placer sous « le signe de l'union sacrée autour du projet de canal Seine-Nord Europe ». Il a insisté sur le caractère non-délocalisable des emplois générés par le projet (9000 emplois pendant le chantier, 3200 sur les plates-formes multimodales et 10 000 autres à plus long terme) et sur ses effets d'entraînement sur l'économie régionale. La dimension européenne du projet plaide pour un renforcement de la contribution de l'Union européenne à son financement, « une demande à lancer le plus tôt possible » en direction de la Commission européenne.



Alain Wacheux, Vice-Président du Conseil régional NPDC, Jean-Louis Borloo, Député du Nord (de g. à d.) © Mairie de Cambrai

« Au rendez-vous de la faisabilité »

Vice-Président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, Alain Wacheux a rappelé que « la région Nord-Pas-de-Calais est et sera, plus encore si nécessaire, au rendez-vous de la faisabilité de cet ouvrage ». L'écu ne croit pas que l'Europe puisse se passer d'un tel projet, en termes d'investissement, de diversification d'activités, d'emplois et de position sur l'échiquier mondial...

« Un projet vital et structurant »

Jean-Louis Borloo, Député du Nord et ancien Ministre, a d'abord rappelé que la réalisation du projet a été inscrite dans la loi Grenelle 1 votée à l'unanimité par les deux assemblées. Il a ensuite souligné que « l'Europe est prête à accompagner le projet, alors que l'Etat français est aujourd'hui hésitant ». Avant de conclure : « ce projet est vital et structurant pour les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie ».



Près de 150 participants étaient réunis pour cette réunion consacrée à Seine-Nord Europe © Mairie de Cambrai

Depuis cette réunion, de multiples prises de position en faveur du projet

De nombreux élus, parlementaires et acteurs économiques se sont mobilisés en faveur du projet à travers motions, questions écrites au gouvernement, interviews dans la presse... Parmi ces différentes initiatives,

Michel Delebarre, sénateur-maire de Dunkerque, a transmis au gouvernement, un courrier co-signé par de nombreux acteurs (dont Philippe Marini, Daniel Percheron, Philippe Vasseur pour le Bureau de l'association) soutenant la réalisation du projet.

Au nom de l'Eurométropole qu'elle préside, **Martine Aubry** a adressé une motion cosignée avec Rudy Demotte, ministre-président de la Wallonie, et Stefan De Clerck, bourgmestre de Coutrai, au Président de la Commission européenne, au Premier ministre belge et au Premier ministre français, en faveur de ce « projet structurant » à l'« enjeu majeur ».

La mobilisation des acteurs économiques et territoriaux en faveur du relais de croissance que constituera Seine-Nord Europe

De nombreux acteurs socio-économiques étaient également présents à Cambrai pour souligner combien leur entreprise ou leur territoire ont fait de Seine-Nord Europe un axe structurant pour leur avenir.

Un projet majeur pour la filière agro-industrielle

Laurent Martel, Directeur général de Senalia (coopérative céréalière), a tout d'abord rappelé combien Seine-Nord Europe permettra de massifier les échanges en direction des ports maritimes et notamment de

Rouen, premier port céréalier français. « Représentant plus de 10 millions de tonnes de collecte céréalière (soit 15 % du potentiel français), dix coopératives se sont fédérées au sein de l'Union canal Seine-Nord avec pour projet de construire une plate-forme mutualisée de stockage et de chargement, sur la commune de Languuevoisin. » Pour Laurent Martel, Seine-Nord Europe constituera un levier formidable de compétitivité et de développement durable pour toute la filière céréalière. « A Rouen, Senalia accueille 150 000 poids lourds par an. Avec le projet de transférer 1 million de tonnes de céréales sur le canal Seine-Nord Europe demain, c'est une diminution de 35 000 poids lourds sur les routes ! »



Laurent Martel, Directeur général de Senalia, André Salomé, Président de la Communauté de Communes du Pays Neslois, Jean-Pierre Cattoen, Président de la commission Insertion, Emploi, FRTP NPDC-Picardie (De gauche à droite) © Mairie de Cambrai

« L'abandon du projet serait vécu comme une trahison »

De la réalisation de Seine-Nord Europe dépend la création de milliers d'emplois et la réalisation de nombreux investissements. André Salomé, président de la Communauté de communes du pays Neslois, a rappelé le chemin parcouru par les collectivités territoriales impliquées depuis 2004. « Aujourd'hui, les populations se sont appropriées ce projet. Un abandon serait vécu comme une trahison. » De nombreux investissements sont d'ores-et-déjà programmés et n'attendent que la décision de lancer les travaux. « Dans le domaine du BTP, le canal Seine-Nord Europe est capital pour la région » a assuré Jean-Pierre Cattoen, président de la Commission Insertion et Emploi de la FRTP (Fédération régionale des Travaux Publics). Il précise également que sur les 4500 emplois directs du chantier, « 2000 devraient directement bénéficier aux entreprises locales ».



Alain Gest, Président de VNF et Député de la Somme © Mairie de Cambrai

Alain Gest, Président de VNF : « le dialogue compétitif se poursuit »

Présent à Cambrai, Alain Gest, Président de VNF et Député de la Somme, a tenu à rétablir quelques vérités : « En premier lieu, le dialogue compétitif se poursuit. Il n'est pas suspendu. (...) Par ailleurs, le coût estimatif du projet n'a pas été sous-estimé. (...) Enfin, ce que nous ignorions en 2009, c'est la situation des marchés financiers actuels et les événements nouveaux (renchérissement du coût des emprunts et mise en place de Bâle 3).

Pour Alain Gest, il faut désormais se tourner vers l'Europe : « Demander plus à l'Europe n'est pas extravagant. L'Europe participe à moins de 7 % du projet, alors qu'elle bénéficie pratiquement de 30 % des retombées économiques. (...) Depuis novembre 2011, nous avons indiqué au ministère qu'il était souhaitable de rechercher des financements européens supplémentaires pour diminuer la part imputable au partenaire privé. Se sont ajoutées cet été 2012 les procédures de « project bonds » permettant de garantir les emprunts et ainsi de réduire la charge. (...) C'est ce que le Ministre semble vouloir faire aujourd'hui. »

« De nouvelles possibilités de co-financement pourraient s'ouvrir »

Compte-rendu du très faible nombre de projets européens en matière de transport de fret, et sachant que Seine-Nord Europe est l'un des rares projets européens de transport fluvial, à quel niveau serait envisageable une contribution financière supplémentaire de l'Union Européenne pour financer Seine-Nord Europe ?

Le projet Seine-Nord Europe constitue effectivement un projet européen de transport fluvial d'une dimension stratégique. C'est le dernier chaînon manquant du réseau trans-européen des voies d'eaux. A ce stade, la Commission européenne n'a reçu aucune demande de la part du Gouvernement français d'augmenter la contribution européenne, la réévaluation financière du projet étant en cours. Il semblerait que des résultats intermédiaires devraient être disponibles vers la fin de l'année 2012.

Quels dispositifs de financement pourraient être mobilisés ?

Si la possibilité d'une augmentation de la contribution européenne était examinée avec nos collègues français, il conviendrait d'abord de vérifier la disponibilité de crédits sur le budget RTE-T 2007-2013, pour lequel un appel à proposition, avec un budget d'un milliard d'euros, sera ouvert entre décembre 2012 et mars 2013. La possibilité d'utiliser le dispositif des « project bonds » durant la phase pilote, dorénavant ouverte, devrait aussi être considérée. Enfin, pour la période 2014-2020, la Commission a proposé avec le MIE (Mécanisme d'interconnexion pour l'Europe) un budget ambitieux pour les infrastructures européennes. Selon le montant qui sera fixé par les chefs d'état et de gouvernement, de nouvelles possibilités de co-financement pourraient s'ouvrir.

Quelles modalités et quels calendriers doit respecter le gouvernement français pour que sa demande de contribution supplémentaire puisse être éligible à ces dispositifs ?

Comme indiqué précédemment, la Commission s'attend, dès que les résultats de l'analyse en cours seront disponibles, à une communication officielle de la part du Gouvernement français. Nous pourrions intervenir à brève échéance dans le cadre de l'appel à proposition 2012 et la phase pilote des « project bonds ». Nous pourrions aussi examiner l'hypothèse d'un soutien à moyen terme à partir de 2014, dans le cadre du MIE.

Interview réalisée pour Seine-Nord Infos le jeudi 22 novembre 2012

Actualités France - Infrastructures de transport

Lancement d'une mission IGF/CGEDD sur le financement de Seine-Nord Europe ...

En septembre 2012, le ministre chargé des transports, a confié au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et à l'Inspection Générale des Finances (IGF), « une mission d'analyse et de proposition portant sur la faisabilité financière du projet dans le cadre de la procédure en cours d'attribution d'un contrat de partenariat ». Cette mission devra rendre ses conclusions pour la fin 2012.

... et mise en place de la « Commission Mobilité 21 »

Par ailleurs, Frédéric Cuvillier a mis en place le 17 octobre 2012 une Commission qui aura pour mission d'établir les principales orientations d'une politique des transports soutenable en donnant la priorité aux transports du quotidien, à la rénovation des réseaux existants et à l'amélioration à court terme du service rendu aux usagers. Par rapport au Schéma national des infrastructures de transport (SNIT), cette Commission sera chargée de trier, hiérarchiser et mettre en perspective les grandes infrastructures. Ses recommandations seront remises d'ici six mois, puis présentées devant les Commissions compétentes du Parlement.

Cette Commission, présidée par Philippe Duron, Député du Calvados, est composée de **cinq autres parlementaires** : André Chassaigne, Député du Puy-de-Dôme, Michel Delebarre, Sénateur du Nord, Louis Nègre, Sénateur des Alpes-Maritimes, Bertrand Pancher, Député de la Meuse, et Eva Sas, Députée de l'Essonne, et de **quatre personnalités qualifiées** : Jean-Michel Charpin, Inspecteur général des Finances, Yves Crozet, économiste, Marie-Line Meaux, Inspectrice générale de l'administration et du développement durable, et Patrice Parisé, ingénieur général des ponts et chaussées.

Rendez-vous à Lille début 2013

Dans l'esprit de la réunion organisée à Cambrai le 13 septembre 2012, un événement de soutien à Seine-Nord Europe se tiendra à Lille début 2013, en présence de nombreux intervenants français et européens. L'association sera pleinement partie prenante de cette opération. Plus d'informations prochainement par email ou sur le site web de l'association :

www.seine-nord-europe.asso.fr



© Maxime Dufour – OT de Lille